



LAREM



CAMERCAP-PARC

Cameroon Policy Analysis and Research Center



# PRIVATIONS EN ACTIFS DES MÉNAGES ET CROISSANCE PRO-PAUVRE AU CAMEROUN

Hans Tino Ayamena Mpenya

University of Yaoundé II, Faculty of Economics and Management  
Laboratory of Analysis and Study in Mathematical Economics  
P.O. Box 1365 Yaoundé, Cameroon

POLICY BRIEF

## Executive statement

Cette étude informe le gouvernement (Ministères de l'Economie et de la Planification, de l'Education, de la Santé, de l'agriculture), sur la nécessité de mettre en place une politique plus équitable concernant l'accès aux infrastructures d'éducation et de santé, ainsi que de faciliter l'accès au crédit pour les ménages du secteur primaire. En effet, les taux de croissance en-deçà des attentes, la quasi stagnation du taux de pauvreté monétaire qui compromet les chances du pays de ramener ce taux à 25,2% d'ici 2015, la forte prévalence de la pauvreté dans le secteur primaire malgré son potentiel, soulignent la nécessité d'améliorer les politiques encours en promouvant par exemple une croissance pro-pauvre/inclusive. Cela peut se faire par: (1) le développement des actifs humains à travers l'amélioration de l'accès aux infrastructures d'éducation et de santé qui accroissent la productivité de la main d'œuvre; (2) Le développement des actifs financiers à travers un accès plus facile au crédit qui améliore la capacité des ménages à investir et acquérir d'autres actifs; (3) étant donnée l'importance et le potentiel du secteur primaire, garantir l'accès des ménages de ce secteur à ces actifs c'est assurer le caractère pro-pauvre/inclusif de la croissance; (4) le développement du secteur agro-industriel qui peut améliorer les revenus du secteur primaire, dynamiser le secteur secondaire et générer des externalités positives pour le secteur tertiaire.

POLICY BRIEF

This study informs the different government ministries of the republic of Cameroon (Economy and Planning, Education, Health, and Agriculture) on the necessity to (a) define a more balance policy in terms of access to education and health infrastructures, and (b) also facilitate access to credit for households of primary sector. The growth rate below the expectations, stagnation of monetary poverty headcount ratio which have limited possibilities of the government to bring back this ratio at 25,2% in 2015, the higher prevalence of poverty in the primary sector in spite of his potential, highlight the necessity to ameliorate actual policies by for example integrate the issue of pro-poor/inclusive growth. This can be done by (1) amelioration of human asset through the facilitation to health and education infrastructures which increase labour productivity, (2) amelioration of financial asset through facilitation of access to credit which foster the capacity of households to invest and obtain others assets, (3) considering importance and potential of primary sector, facilitate access to these assets will allow the process of pro-poor/inclusive growth, (4) development of agro-industrial sector which can ameliorate incomes of primary sector, positively affect secondary sector and generate positive externalities for tertiary sector.

## Executive statement

# MULTI-ASSET DEPRIVATION AND PRO-POOR GROWTH IN CAMEROON

Hans Tino Ayamena Mpenya  
University of Yaoundé II, Faculty of Economics and Management  
Laboratory of Analysis and Research in Mathematical Economics  
P.O. Box 1365 Yaoundé, Cameroon  
Email: mpenya@yahoo.fr

Cameroon Policy Analysis and Research Center

CAMERCAP-PARC

LAREM



## 1 Introduction

Understanding the factors that constrain growth, the links between growth, inequality and poverty reduction as well as, between multiple dimensions of wellbeing is an important input in the design of poverty alleviation programmes in a developing country such as Cameroon. With a GDP growth rate between 3% and 5% since the beginning of years 2000, and a poverty headcount ratio estimated at 40.2% in 2001, 39.9% in 2007 and 37.5% in 2014, economics performances of the country lauded below what expected. In addition, they are not enough to cope with difficulties face by country. For Government of Cameroon (2003; 2009), GDP growth rate of at least 7% was required to bring back poverty headcount ratio at 37% in 2007 and at 25.2% in 2015. We know today that these target were not attained. To attain the new target (28.8% in 2020), Government must urgently found strategies which will permit to attain its. These strategies must not focus only on monetary poverty, but must also consider non-monetary dimension of poverty. Development of human asset which ameliorate the productivity of workers (households) and financial asset which ameliorate the capacity of households to invest and obtain others asset can be a solution. Assets is a stock of financial, human, natural, physical and social capital that can be acquired, developed, improved upon and transferred across or within generations, generating consumption flows as well as additional stock creation, all geared at enhancing development (Ford, 2004; Nissanke, 2009). A good knowledge of households' assets endowment, while completing information on income/expense will help to understand why some households escarped from poverty whereas others failed.

This study analysed the evolution of households' asset deprivation between 2001 and 2007 to better inform policy makers about the process of escarped poverty. Specifically, we: (1) construct and study the distribution of multi-asset endowments; (2) account for changes in multi-asset poverty in terms of growth and redistribution effects along sectors of employment of household heads; (3) determine the pro-poorness of multi-asset growth in Cameroon.

## 2. Methodology

To fulfil these objectives: (1) households' assets endowments are construct using multivariate statistics analysis; (2) two inter-temporal decomposition allow us to measure, for the one the evolution of deprivation inside each sector of activity and the mobility of workers between sectors, and for the other the growth and inequality components' of changes in households asset deprivation; (3) finally, we study evolution of households asset endowment across all percentile between 2001 and 2007 through growth incidence curve to carry out pro-poor growth analysis.

## 1 Introduction

Comprendre les facteurs qui limitent la croissance, les liens entre cette dernière les inégalités et la pauvreté, ainsi qu'entre les différentes dimensions du bien-être est important pour l'élaboration des politiques de lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement comme le Cameroun. Avec une croissance comprise entre 3% et 5% depuis le début des années 2000 et un taux de pauvreté évalué à 40.2% en 2001 et à 39.9% en 2007, les performances économiques du pays sont en deçà des attentes et insuffisantes pour surmonter les défis auxquels il doit faire face. Le Gouvernement du Cameroun (2003; 2009) estime qu'un taux de croissance d'au moins 7% est nécessaire pour ramener le taux de pauvreté à 37% en 2007 et à 25.2% d'ici 2015. Il est donc urgent pour le pays de trouver des politiques à même de lui permettre d'atteindre ses objectifs. Ces stratégies ne doivent pas être focalisées uniquement sur la pauvreté monétaire mais aussi intégrer la dimension non monétaire. Une manière de le faire consiste à développer des actifs humains qui amélioreront la productivité de la main d'œuvre (ménages), et les actifs financiers qui amélioreront la capacité des ménages à investir et acquérir d'autres actifs. Les actifs étant définis comme un stock de capital que l'on peut acquérir, développer et transférer à travers les générations (Ford, 2004; Nissanke, 2009).

Une bonne compréhension des actifs des ménages, en complétant les données sur les revenus/dépenses, aidera à comprendre pourquoi certains ménages contrairement à d'autres parviennent à sortir de la pauvreté.

L'objectif de cette étude est donc d'analyser l'évolution des privations en actifs des ménages sur la période 2001-2007 afin de mieux informer les décideurs sur le processus de sortie de la pauvreté. De manière spécifique, nous nous proposons: (1) d'évaluer les dotations en actifs des ménages; (2) d'expliquer les variations des privations en actifs au sein et entre les secteurs de l'emploi tout en dégageant la part due à la croissance et celle due aux inégalités; (3) d'analyser le caractère pro-pauvre de la croissance pour les différents actifs des ménages.

## 2. Méthodologie

Pour atteindre ces objectifs: (1) l'analyse statistique multidimensionnelle est utilisée pour évaluer les dotations en actifs des ménages; (2) deux décompositions inter-temporelles permettent de capter l'évolution de la pauvreté au sein de chaque secteur et la mobilité des travailleurs entre les secteurs d'une part et l'influence de la croissance ainsi que celle des inégalités d'autre part, dans l'application de la variation des privations des ménages; (3) enfin la courbe d'incidence de la croissance permet d'apprécier dans quelle mesure les changements observés au sein des différentes distributions ont profité aux pauvres.

Nos variables d'intérêts sont relatifs aux actifs financiers<sup>1</sup>, humains<sup>2</sup>, physiques<sup>3</sup> et sociaux<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Ressources financières disponibles pour les individus.

<sup>2</sup> Assimilable au capital humain, ils se composent des investissements en éducation, santé et nutrition des individus.

<sup>3</sup> Ils sont capés ici par les caractéristiques du logement et les infrastructures d'équipement des ménages.

<sup>4</sup> Ce sont des actifs intangibles, ils sont capés ici par l'appartenance à une association, le statut matrimonial et la religion.

Variables retained for the study are related to financial, human, physical and social assets. The choice of the period of study (2001-2007) is due to data availability. We also observed that for the period 2008-2012, economics performances of the country have not significantly changes compared to that of the period of study (2001-2007). The same observations are done for the contribution of sector of activity (primary, secondary and tertiary) to GDP growth.

### 3. Main results

Increase households' human and financial assets mean guarantee their access to health service, ameliorate their skill and their capacity to call up financial resources needed to support their activities. Combining these elements could permit amelioration of households earning, wellbeing, and also their contribution to growth.

Analysed households deprivation along sectors of activity and area of residence showed that, poor households working in primary sector generally dwell in rural area. So, promote a dynamic primary sector also mean develop rural area. Analysed human asset endowment showed that, access to education and health infrastructures as already revealed by Bebbington (1999) is an important problem. Whereas ameliorations are observed for the overall population including the less well-off (poor), non-poor however benefit more. In others words, these ameliorations are inequality increasing. This situation is similar to that observed in china where, good economics performances also hide increase of social inequality (Ali, 2007).

Concerning financial asset, analysis reveals that majority of households are deprived and there is no amelioration between 2001 and 2007. However, when considering poverty simultaneously in two dimensions (monetary and physical/human/financial/social), reduction is observed only for the combination "monetary poverty and financial asset deprivation". These results highlight importance of financial asset and suggest a high interaction between this later and households' income/expenses. In addition, correlation between financial asset and others assets type (human, physical and social) and the fact that these others assets type can be monetized increase interest for this asset.

Finally, we observe that increase of deprivation in primary sector is partly explain by households' mobility toward this sector. The fact that agriculture is the main activity in this sector (more than 80% of households in this sector have activity relate to agriculture) can justify this situation, it appears as refuge sector for households in difficulty.

Le choix de la période d'étude (2001-2007) est dû à la disponibilité des données. On observe également que sur la période 2008-2012, les performances économiques du pays n'ont pas significativement changé comparé à celles de la période d'étude (2001-2007). Il en est de même des contributions des différents secteurs d'activités (primaire, secondaire et tertiaire) à la croissance.

### 3. Principaux résultats

Increase households' human and financial assets mean guarantee their access Accroître les actifs humains et financiers des ménages c'est garantir leur accès aux services de santé, améliorer leur compétence ainsi que leur capacité à mobiliser les ressources financières nécessaires pour mener à bien leurs activités. Ces éléments combinés permettraient alors aux ménages d'améliorer leurs gains, leur bien-être, ainsi que de leur contribution à la croissance.

L'analyse des privations des ménages suivant le secteur d'activité et le milieu de résidence a montré que, les ménages pauvres qui exercent dans le secteur primaire résident surtout en milieu rural. Ainsi, promouvoir un secteur primaire plus dynamique c'est aussi développer le milieu rural.

L'analyse des dotations en actifs humains montre que pour les ménages, l'accès aux infrastructures d'éducation et de santé, comme l'a déjà souligné Bebbington (1999), est un problème crucial. En effet, bien qu'on observe des améliorations pour l'ensemble de la population y compris les plus démunis, on note toutefois que ces améliorations sont plus à l'avantage des non pauvres. Autrement dit, ces améliorations se sont accompagnées d'une augmentation des inégalités. Cette situation est similaire à celle observée en Chine où les bonnes performances économiques cachent également une augmentation des inégalités sociales (Ali, 2007).

Concernant les actifs financiers, on relève que dans l'ensemble, les ménages sont plutôt faiblement dotés et la situation ne s'est pas améliorée entre 2001 et 2007. Toutefois lorsqu'on considère la pauvreté simultanément dans deux dimensions (monétaire et actifs physiques/humains/financiers/sociaux), on observe une baisse uniquement pour la combinaison «pauvreté monétaire et privations en actifs financiers». Cela montre l'importance des actifs financiers et suggère une forte interaction entre ces derniers et les revenus/dépenses des ménages. D'autre part, la corrélation entre les actifs financiers et les autres types d'actifs (humains, physiques, sociaux) et le fait que ces derniers puissent être financés accroissent l'intérêt pour ces actifs financiers.

On observe enfin que l'augmentation des privations au sein du secteur primaire est en partie expliquée par la mobilité des ménages vers ce secteur. Le fait que l'agriculture soit l'activité principale dans ce secteur (plus de 80% des ménages présents dans ce secteur pratique l'agriculture) peut justifier cette situation car, il apparait comme secteur refuge pour les ménages en difficulté.

### 4. Implications de politique économique

Pour plus d'équité concernant l'accès aux actifs humains, le gouvernement peut améliorer les infrastructures sanitaires, ainsi que les écoles dans les zones rurales. Assurer la valorisation de ces actifs peut également être utile car, le capital humain peut être une source importante de croissance. Le gouvernement pourrait donc augmenter les infrastructures sanitaires et scolaires vers les zones rurales, afin d'accroître leur capital

## 4. Policy implications

For more equity concerning access to human asset, government can ameliorated health and educational infrastructures in rural area. Ensure the valorisation of these assets can also be useful, because human capital can be an important source of growth. **It is important for Government to increase provision in health and educational infrastructures toward rural area to increase human capital. Amelioration of productivity which can result would permit households to increase their contribution to growth.**

Access to financial asset is important because it can allow households to investment, to increase their income and to obtain others asset. Increase financial asset endowment of households can be done by: (1) promotion of microfinance which, as compare to banks target poor households and assist them in the management of obtained credit; (2) reinforce households' private property through facilitation to obtain land tenure which can serve as collateral to credit; (3) encourage households to become account owner (in a bank or microfinance) and constitute saving by reducing open and maintenance cost of account.

**Graph 1:** Elements required for strong pro-poor/inclusive growth



**Source:** Construct by author

Considering importance of households working in agricultural primary sector, development of industry to transform agricultural production (agro-industry) could (1) stimulate the agricultural production, (2) ameliorate farmers' income, (3) absorb a part of agricultural workers and, contribute to the valorisation of human capital. Agro-industry would also stimulate activity in secondary sector and generate positive externalities for tertiary sector.

Because economics' and social inequalities limit growth at medium and/or long term, proposed measures previously while reducing their evolution and increase asset dotation of the overall population, could ameliorate wellbeing and the contribution to growth of the less well-off (poor). The result will be a pro-poor/inclusive growth which appears today one of the best way to promote development.

### References:

- Mpenya, A. H. T., Epo. N. B., Baye. M. F. (2017). "Multi Asset Deprivation and Pro-poor Growth in Cameroon", Review of Development Economics, Vol. 21, Issue 1, pp. 182-211.  
 Mpenya, A. H. T. (2016), "Multi Asset Deprivation and Pro-poor Growth in Cameroon", African Economic Research Consortium (AERC) Research paper No. 319, August 2016.

humain. L'amélioration de la productivité qui en résulterait devrait permettre aux ménages d'accroître leur contribution à la croissance. L'accès aux actifs financiers est important car il permet aux ménages d'investir, d'accroître leurs revenus et ainsi d'acquies d'autres actifs. Améliorer les dotations en actifs financiers des ménages peut se faire à travers: (1) la promotion de la micro-finance qui contrairement aux banques cible davantage les ménages à faibles revenus et peut les accompagner dans la gestion des crédits octroyés; (2) renforcer la propriété privée des ménages en facilitant l'accès au titre foncier qui peut servir de garantie pour l'octroi de crédit; (3) encourager les ménages à acquies un compte (auprès des banques ou des institutions de micro-finance) et à constituer une épargne en réduisant les coûts d'ouverture et d'entretien de ces comptes.

État donne qu'une part importante des ménages exerçant dans le secteur primaire agricole (agro-industrie) permettrait de stimuler la production agricole, d'améliorer le revenu des agriculteurs, d'absorber une partie de la main d'œuvre de ce secteur et contribuer ainsi à valoriser le capital humain. Il permettrait en même temps de dynamiser le secteur secondaire et de générer des externalités positives pour le secteur tertiaire. Les inégalités économiques et sociales ayant des effets désincitatifs sur la croissance à moyen et/ou long terme, les mesures présentées ci-dessus en limitant leurs évolutions, tout en augmentant les dotations en actifs de toutes les couches de la population, permettraient d'améliorer le bien-être et la contribution à la croissance des moins nantes. Il en résulterait ainsi une croissance pro-pauvre/inclusive qui apparaît aujourd'hui comme un moyen préconisé pour promouvoir le développement.



**Graphique 1:** Combinaison d'éléments pour une croissance pro-pauvre/inclusive et forte

**Source:** Construct par l'auteur

- Références:**  
 Mpenya, A. H. T., Epo. N. B., Baye. M. F. (2017). "Multi Asset Deprivation and Pro-poor Growth in Cameroon", Review of Development Economics, Vol. 21, Issue 1, pp. 182-211.  
 Mpenya, A. H. T. (2016), "Multi Asset Deprivation and Pro-poor Growth in Cameroon", African Economic Research Consortium (AERC) Research paper No. 319, August 2016.